



**Le 16 juin, avec la santé, pour nos services publics et pour nos droits !
Toutes et tous dans la rue !**

Avant la crise sanitaire du COVID 19, les services des urgences des hôpitaux publics ont été en grève pendant plus d'un an pour revendiquer entre autre plus de moyens humains, un arrêt des fermetures des lits et une augmentation de salaire de 300 euros. Il n'y a eu aucune réponse à ces revendications légitimes. La pandémie a démontré que le système de santé devait échapper à une gestion privée. Le gouvernement est responsable du désastre sanitaire dans la gestion de la pandémie du Covid : Manque de lits, de masques, de tests, de lits de réanimation, d'effectifs, 10 300 morts dans les EHPAD sur un total de 28 000, 25 000 personnels hospitaliers contaminés.

Aujourd'hui, le gouvernement en fait des héros et des héroïnes avec médailles à la clef. Ce ne sont pas des médailles que les personnels réclament mais la satisfaction de leurs revendications. Pour les obtenir, ils appellent à une grande journée de mobilisation le mardi 16 juin partout en France. Les professionnels de Santé ne sont pas dupes de l'objectif annoncé par le Ségur de la santé : attaque contre les 35 h, flexibilité sous couvert de l'augmentation des rémunérations de quelques soignant.es.

Au-delà de l'hôpital public, ce sont tous les services publics et toutes les administrations qui ont subi depuis plusieurs décennies les attaques incessantes de la part des gouvernements successifs : coupes budgétaires, suppressions d'emplois précarisation, nouvelles pratiques managériales et souffrance au travail en sont le lot commun. Le 16 juin, en soutien aux revendications des hospitaliers, car ce sont aussi les nôtres, Solidaires Finances Publiques 84, la CGT Finances Publiques 84 et FO DGFIP 84 appellent les agent.es de la DDFIP 84 à défendre dans la rue par tous les moyens le service public de la santé mais plus largement nos services publics, pour une société solidaire et de justice sociale ! À l'hôpital comme à la DDFIP 84, pas de retour à l'anormal !

À la DDFIP, nous avons bataillé pendant trois mois pour que soient respectées les normes sanitaires et les conditions de travail des personnels pendant la continuité d'une activité essentielle du service public. Mais pour seule reconnaissance nous avons subi le vol de nos congés. Quant à la prime qui se divisera en trois catégories : 1000 €, 330 € et ...0 € pour la majorité des collègues, les conditions d'attribution sont totalement opaques et provoquent incompréhensions et colères.

Pour le public, c'est aujourd'hui une campagne IR dans les pires conditions qui se déroule, avec des difficultés croissantes d'accès à notre service public. Et c'est évidemment les populations les plus précaires et fragiles qui en pâtissent.

Face à cela, plus que jamais nous exigeons :

- Restitution de tous les jours de congés et ARTT volés,
- Attribution de la prime de 1000 € à toutes les agentes et agents et augmentation du point d'indice,
- Arrêt des suppressions d'emplois, et un plan de recrutement à la hauteur des besoins,
- Retrait du plan Darmanin sur le Nouveau Réseau de Proximité et arrêt des restructurations,
- L'arrêt de la démétropolisation et le renforcement du maillage territorial vauclusien,
- Ré-ouverture des accueils sans rendez-vous dans le respect des conditions sanitaires pour les personnels et les usagers,
- Le rétablissement de toutes les missions du contrôle fiscal et du contrôle de la dépense.

À la DGFIP, comme dans le secteur de la santé, seules des mobilisations d'ampleur pourront imposer d'autres choix pour notre avenir.

**RENDEZ VOUS RASSEMBLEMENT AVIGNON
COURS JEAN JAURES A 10 HEURES DEVANT L'ARS
(CITE ADMINISTRATIVE)**